

# **Résolution sur l'énergie nucléaire, la politique énergétique, la croissance économique et les priorités sociales, adoptée à l'unanimité par le Congrès 2011 du Mouvement Ecologique**

---

## **Le Congrès du Mouvement Ecologique,**

face aux catastrophes naturelles dévastatrices du 11 mars 2011 au Japon et au terrible accident nucléaire qui s'est produit à Fukushima

- exprime sa profonde consternation et sa sympathie au peuple japonais;
- constate que toutes les critiques et les craintes des antinucléaires, qui exigeaient depuis des années une politique énergétique respectueuse de l'homme et de l'environnement, viennent d'être confirmées par les événements;
- remet en question une société qui a permis à une technologie à haut risque, à savoir l'énergie nucléaire, de bénéficier à nouveau du soutien politique, et cela en dépit de Tchernobyl et de Three Mile Island (Harrisburg);
- souligne que l'énergie nucléaire – contrairement aux énergies renouvelables – bénéficie depuis des décennies de subventions publiques, que les frais subséquents ont été répercutés sur la collectivité et que les prix évoqués ne correspondent pas à la réalité;
- exprime sa colère face à la politique luxembourgeoise qui est loin d'avoir fait ce qu'elle aurait dû faire et qui ne fait toujours pas assez pour prendre un vrai tournant dans le domaine de l'énergie ;
- **demande au gouvernement luxembourgeois de lancer enfin des actions concrètes pour apporter une véritable contribution du Luxembourg en faveur de l'abandon de l'énergie nucléaire et d'une nouvelle ère énergétique, à travers**

\* un engagement sans équivoque au niveau de l'UE en faveur d'un abandon rapide de l'énergie nucléaire, qui devra aussi trouver son expression dans une déclaration écrite formelle, et qui devra également être exprimé au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères, de l'Énergie et de l'Environnement au sein des organes de l'UE;

\* un engagement en faveur d'une modification des traités de l'UE : l'énergie nucléaire ne doit plus être une option de l'UE en matière de politique énergétique, l'objectif à viser doit être une alimentation assurée à 100% par des énergies renouvelables;

\* le refus catégorique de la poursuite du subventionnement de la recherche nucléaire par l'UE. Le projet ITER (réacteur à fusion) avec un coût estimé largement supérieur à 10 milliards d'euros doit être rejeté;

\* un engagement en faveur de l'arrêt immédiat de toutes les centrales nucléaires surannées; quant aux tests de résistance prévus pour toutes les centrales nucléaires, il faudra exiger

qu'ils soient effectués par des acteurs parfaitement indépendants et réalisés selon des critères compréhensibles - les exploitants des centrales atomiques ne devront être impliqués ni dans l'élaboration des critères, ni dans la réalisation des tests;

\* le développement d'une stratégie nationale pour l'énergie - en faisant vraiment suivre l'acte à la parole! – avec des objectifs fermes garantissant un véritable tournant dans le domaine de l'énergie, avec l'abandon de l'énergie fossile comme de l'énergie nucléaire;

\* la réalisation d'un plan d'action cohérent dédié à l'efficacité énergétique et aux économies d'énergie à tous les niveaux: industrie, commerce et ménages privés;

\* un développement bien plus cohérent et systématique des énergies renouvelables, également à l'intérieur du pays. L'objectif à viser à court terme a été fixé par l'UE: 11% du mix électrique national doivent provenir de la production nationale, et l'ajout d'agrocultures est à exclure pour des raisons écologiques et éthiques;

\* des conseils sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie, des informations correspondantes et un appui bien plus systématique des ménages privés et des entreprises. Cela vaut notamment pour les rénovations de bâtiments vétustes (à l'inclusion des logements en location), où il faudra apporter un appui ciblé aux ménages à faible revenu;

\* les représentants de l'Etat qui siègent dans les conseils d'administration de sociétés – et cela vaut plus particulièrement pour Enovos et ArcelorMittal – et y assument leurs responsabilités en refusant définitivement l'énergie nucléaire et l'énergie fossile provenant du charbon. Le réseau public luxembourgeois doit être exempt d'énergie nucléaire le plus rapidement possible;

\* une campagne ciblée visant toutes les couches de la population et destinées à promouvoir le „Gréng Stroum“;

\* la lutte contre une prolongation de la durée d'exploitation de Cattenom par tous les moyens disponibles, l'élaboration d'expertises correspondantes et l'appui accordé à des initiatives allant dans ce même sens;

\* l'intervention auprès des gouvernements belge et français en vue d'une remise en question de la durée d'exploitation des centrales nucléaires et Chooz et de Tihange, en raison du fort potentiel de risques qu'ils comportent pour la population luxembourgeoise.

### **Le Congrès du Mouvement Ecologique**

- demande au ministre de l'Economie de mener une politique énergétique proactive en présentant les chances inhérentes à une nouvelle politique énergétique au lieu de se limiter à l'évocation des problèmes;
- demande également aux représentants luxembourgeois de saisir les opportunités qui leur sont offertes pour se prononcer systématiquement en faveur d'un abandon radical de l'énergie nucléaire au niveau de l'UE.

- demande à la politique et à l'économie, mais également à la société civile, aux syndicats et à chacun en particulier de procéder à une remise en question de la logique de croissance de notre société, d'analyser la dépendance du Luxembourg d'une croissance économique permanente, d'en débattre publiquement et de chercher des solutions alternatives;
- est convaincu qu'une „bonne vie“ – le bien-être – n'est pas en premier lieu synonyme de valeurs matérielles et la croissance, mais qu'il s'agit également de facteurs comme la communauté, les contacts sociaux etc.
- s'adresse en cette année électorale aux communes pour leur demander d'agir en tant qu'acteurs de l'organisation d'un avenir durable et d'apporter leur contribution en faveur d'un tournant dans le domaine de l'énergie et d'un nouveau modèle économique et social;
- demande à tous les acteurs de l'alliance historique contre Cattenom, de s'engager ensemble contre une prolongation de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire;
- soutient la proposition d'organiser une initiative populaire au niveau européen, afin de réunir les signatures requises d'un million de citoyen(ne)s, ce qui permettra d'imposer un référendum sur l'abandon de l'énergie nucléaire dans toute l'UE;
- invite chacun en particulier à se servir de son pouvoir et de sa responsabilité de citoyen(ne) et de consommateur/trice pour demander la cohérence de l'action politique et pour apporter sa contribution personnelle à travers son propre style de vie.

Luxembourg, le 19 mars 2011